Rôle de la séance publique du 18/09/2025 à 13h30

Président : Monsieur REY-BETHBEDER
Assesseurs : Madame LADOIRE et Monsieur HENRIOT
Greffière : Madame GUILLOUT

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme PRUCHE-MAURIN**01) N° 2201596 RAPPORTEURE : Mme LADOIRE**

Demandeur	M. R. Jean-Claude	Me GOURGUES
Défendeur	OFFICE NATIONAL D'INDEMNISATION DES ACCIDENTS MEDICAUX	SELARL BIROT MICHAUD RAVAUT (64)

M. Jean-Claude R. demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 1901517 du 14 avril 2022 par lequel le tribunal administratif de Pau a rejeté sa demande tendant à la condamnation du Centre Hospitalier de Pau à lui verser une somme globale de 161 632,53 euros, en réparation des préjudices subis des suites des interventions oculaires pratiquées par cet établissement de santé au cours de l'année 2015 ; 2°) de condamner, en réparation, l'ONIAM au paiement des sommes suivantes : déficit fonctionnel temporaire : 4 362,50 euros ; besoin d'assistance par une tierce personne avant consolidation : 2 979,28 euros ; perte de gains professionnels actuels : 37 290,75 euros ; souffrances endurées : 8 000 euros ; déficit fonctionnel permanent : 108 000 euros ; préjudice esthétique : 1 000 euros ; 3°) concernant la perte de gains professionnels futurs, d'ordonner une expertise économique pour évaluer la perte économique à venir du fait de sa mise en invalidité ; 4°) de mettre à la charge de l'ONIAM la somme de 2 500 euros en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, ainsi qu'aux entiers dépens.

02) N° 2302298 RAPPORTEUR : M. REY-BETHBEDER

Demandeur	EHPAD LES JARDINS DU GO	SCP RACINE STRASBOURG
Défendeur	Mme B. Larissa	Me DELAIRE

L'EHPAD « Les jardins du Gô » demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2101431 du 22 juin 2023 du tribunal administratif de Poitiers en tant qu'il a annulé la décision du 26 janvier 2021 par laquelle il a refusé de titulariser Mme Larissa B. dans le corps des cadres de santé paramédicaux, ainsi que la décision du 29 mars 2021 par laquelle il a rejeté le recours gracieux qu'elle avait formé à l'encontre de cette décision ; 2°) de rejeter la requête présentée par Mme Larissa B. ; 3°) de mettre à la charge de Mme Larissa B. la somme de 3 000 euros en application de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme PRUCHE-MAURIN

03) N° 2301310

RAPPORTEURE : Mme LADOIRE

Demandeur	M. M. Alain	JASPER AVOCATS
Défendeur	AGENCE REGIONALE DE SANTE DE GUADELOUPE MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA SANTE, DES SOLIDARITES ET DES FAMILLES	ARCHYS AVOCATS

M. Alain M. demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2000927 du 14 mars 2023 du tribunal administratif de la Guadeloupe en tant qu'il rejette le surplus de ses conclusions indemnitaires ; 2°) de condamner l'Agence Régionale de Santé de Guadeloupe à lui verser la somme de 3 675 432,87 euros, majorée des intérêts légaux en réparation des préjudices qu'il estime avoir subis du fait de l'illégalité fautive de la décision du 5 juin 2018 par laquelle elle s'est opposée à l'ouverture du laboratoire de biologie médicale à Saint-Barthélemy et ordonner la capitalisation des intérêts passés et futurs à chaque échéance annuelle à laquelle ils sont dus ; 3°) de condamner l'Agence Régionale de Santé de Guadeloupe à lui verser une somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

04) N° 2302771

RAPPORTEUR : M. HENRIOT

Demandeur	CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE	SELARL CENTAURE AVOCATS
Défendeur	M. B. Adolphe	Me KATOU KOUAMI

Le Conseil national des activités privées de sécurité demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2201995 du 17 octobre 2023 du tribunal administratif de Bordeaux en tant qu'il a d'une part, annulé la décision implicite de rejet du 14 février 2022 de la Commission nationale d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité rejetant le recours administratif formé par M. Adolphe B. contre la décision de la Commission locale d'agrément et de contrôle du 20 octobre 2021 qui lui a refusé la délivrance d'une carte professionnelle d'agent privé de sécurité, d'autre part lui a enjoint de procéder au réexamen de la demande de M. B. dans un délai d'un mois ; 2°) de rejeter la requête présentée par M. Adolphe B. devant le tribunal administratif de Bordeaux ; 3°) de mettre à la charge de M. Adolphe B. la somme de 1 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative

05) N° 2403020

RAPPORTEUR : M. REY-BETHBEDER

Demandeur	M. O. Djaafar	Me GHETTAS
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION NOUVELLE AQUITAINE, ZONE DE DEFENSE ET SECURITE SUD OUEST	

M. Djaafar O. demande à la Cour d'annuler le jugement n° 2403634 du 26 septembre 2024 du tribunal administratif de Bordeaux rejetant sa demande d'annulation de l'arrêté du 3 avril 2024 par lequel le préfet de la Gironde a refusé de lui délivrer un titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours en fixant le pays de destination.

2ème chambre (formation à 3)

Rôle de la séance publique du 18/09/2025 à 15h30

Président : Monsieur REY-BETHBEDER
Assesseurs : Madame LADOIRE et Monsieur HENRIOT
Greffière : Madame GUILLOUT

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme PRUCHE-MAURIN

01) N° 2302174 RAPPORTEUR : M. HENRIOT

Demandeur	M. C. Alexandre	CABINET COUBRIS ET ASSOCIÉS
	Mme Cē. Violetta	CABINET COUBRIS ET ASSOCIÉS
	M. C. Alain	CABINET COUBRIS ET ASSOCIÉS
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER JEAN LECLAIRE	SARL LE PRADO - GILBERT
	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA GIRONDE	Me DE BOUSSAC-DI PACE

M. Alexandre C. , Mme Violetta Cē. , M. Alain C. demandent à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2100919 du 21 juin 2023 du tribunal administratif de Bordeaux rejetant sa demande de condamnation du centre hospitalier de Sarlat à lui verser la somme de 3 065 380,78 euros en réparation du préjudice qu'il estime avoir subi ; 2°) de dire qu'il a été victime d'une accident médical fautif et déclarer le CH de Sarlat tenu d'indemniser les préjudices qui en sont résulté ; 3°) de condamner le CH de Sarlat à lui verser la somme de 3 065 380, 78 euros, à verser à Mme Violetta Cē. la somme de 15 944, 97 euros, à verser à M. Alain C. la somme de 11 064,50 euros ; 4°) de dire que l'arrêt à intervenir sera opposable à l'organisme social, et que la liquidation de la créance de l'organisme social interviendra poste par poste conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi du 21 décembre 2006 relative au financement de la sécurité sociale ; 5°) de mettre à la charge du CH de Sarlat la somme de 3 500 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, ainsi que les entiers dépens.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme PRUCHE-MAURIN

02) N° 2302360

RAPPORTEUR : M. HENRIOT

Demandeur	Mme B. Głwadys	Me FILET
Défendeur	GROUPE HOSPITALIER DE LA ROCHELLE-RE-AUNIS CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA CHARENTE-MARITIME	SARL LE PRADO - GILBERT SCP D'AVOCATS BEAUCHARD BODIN DEMAISON GARRIGUES GIRET HIDREAU LEFEVRE

Mme Głwadys B. demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2101858 du 3 juillet 2023 du tribunal administratif de Poitiers en ce qu'il a limité à 23 552, 12 euros assortie des intérêts au taux légal à compter du 3 avril 2021, les intérêts étant capitalisés pour produire eux-mêmes intérêts à la date du 3 avril 2022 et à chaque date anniversaire, l'indemnisation que le centre hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis a été condamné à lui verser au titre de l'indemnisation des conséquences dommageables de sa prise en charge suite à son accouchement ; 2°) de condamner le Centre Hospitalier Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis à lui payer la somme de 41 706 euros à titre de réparation des préjudices découlant des deux erreurs médicales subies au sein dudit Centre hospitalier et des conséquences, cette somme portera intérêt à taux légal à compter du 3 avril 2021, date de la demande indemnitaire et capitalisation des intérêts à la date à laquelle il sera dû une année d'intérêts ; 3°) de mettre à la charge du centre hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis les dépens de l'instance et la somme de 1 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ainsi que les entiers dépens.

03) N° 2400714

RAPPORTEURE : Mme LADOIRE

Demandeur	COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR EGLETONS MONEDIERES	CABINET GOUT DIAS & ASSOCIES
Défendeur	Mme M. Brigitte Mme MO. Jacqueline	CABINET PAUL-AVOCATS CABINET PAUL-AVOCATS

La communauté de communes Ventadour-Egletons-Monédières demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2000508 du 25 janvier 2024 du tribunal administratif de Limoges en ce qu'il a annulé la délibération du 30 janvier 2020 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes Ventadour-Egletons-Monédières a approuvé son plan local d'urbanisme intercommunal en tant qu'il a créé une zone AUX 3 et l'a condamné à payer à Mme Jacqueline MO. et Mme Brigitte M. la somme de 1 800 euros au titre des dispositions de l'article L.761-1 du Code de justice administrative ; 2°) de rejeter comme étant mal fondé le recours en annulation formé par Mme Jacqueline MO. et Mme Brigitte M. à l'encontre de la délibération du 30 janvier 2020 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Local Intercommunal ; 3°) subsidiairement, et si par extraordinaire la cour venait à considérer que ladite requête serait fondée, de limiter la portée de l'annulation prononcée aux seules parcelles litigieuses cadastrées section A n°0737,0923,0925, 0926 et 0927 et situées sur le territoire communal de Moustier Ventadour ; 4°) de mettre à la charge de Mme Jacqueline MO. et Mme Brigitte M. la somme de 3 000 euros sur le fondement des dispositions de l'article L 761-1 du Code de Justice Administrative au titre de la procédure de première instance et 5 000 euros au titre de la procédure de seconde instance.

04) N° 2500477

RAPPORTEURE : Mme LADOIRE

Demandeur	M. MA. Ahmed	Me GHOUNBAJ
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE	

M. Ahmed MA. demande à la Cour d'annuler le jugement n° 2401470 du 19 décembre 2024 du tribunal administratif de Limoges rejetant sa demande d'annulation de l'arrêté du 12 juillet 2024 par lequel le préfet de la Haute-Vienne a refusé de lui délivrer un certificat de résidence Algérien et lui a fait obligation de quitter le territoire Français dans un délai de 30 jours en fixant le pays de destination.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme PRUCHE-MAURIN

05) N° 2500478

RAPPORTEURE : Mme LADOIRE

Demandeur Mme B. EPOUSE MA. Rokia

Me GHOUNBAJ

Défendeur PREFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE

Mme Rokia B. épouse MA. demande à la Cour d'annuler le jugement n° 2401469 du 19 décembre 2024 du tribunal administratif de Limoges rejetant sa demande d'annulation de l'arrêté du 12 juillet 2024 par lequel le préfet de la Haute-Vienne a refusé de lui délivrer un certificat de résidence Algérien et lui a fait obligation de quitter le territoire Français dans un délai de 30 jours en fixant le pays de destination.